

Avant-propos

Andrew Dobson et la théorie politique verte

Cet ouvrage s'inscrit dans le champ de la théorie politique, ce qui exige quelques explications, dans le cas de la France, puisque Jean Leca expliquait récemment que « dans ses usages actuels la théorie politique n'est pas plus un paradigme qu'une collectivité scientifique (ou cognitive) [car] s'intéresser à l'histoire des idées, à la constitution logique d'un discours, à l'explication d'un processus, à la valeur éthique d'une doctrine (ou une pratique) sont des activités fondamentalement différentes » [LEC 85 : p. 76]. À l'opposé le lecteur peut trouver cette phrase, sur le site du département de sciences politiques (*politics*) de Princeton : « La théorie politique est l'étude des concepts et des principes que les gens [*people*] utilisent pour décrire, expliquer, et évaluer les événements et les institutions. Traditionnellement [donc : ce n'est pas nouveau], la discipline de la théorie politique a approché cette étude par deux perspectives différentes : l'histoire des idées, et la philosophie politique contemporaine. »¹ Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà : nous voici d'emblée dans notre sujet, d'une certaine manière. Jean Leca écrit en 1985 mais Benjamin Boudou note en 2016 que le champ de la théorie politique est toujours jugé « mal défini » dans notre pays [BOU 17]. Cherchant à légitimer la démarche, Boudou présente quatre fonctions de la théorie politique, sous l'angle de leur utilité ; le lecteur français peut être intéressé par en prendre connaissance : une fonction heuristique (découverte de nouveaux problèmes ou de nouvelles manières de les poser), pédagogique (la théorie politique rencontre non seulement un appétit du côté des étudiants mais participe de la formulation des grandes questions philosophiques), critique (fonction non normative de savoir si le monde peut être meilleur que ce qu'il est, sans se demander comment il doit être) et éthique (elle contribue à se demander comment le monde devrait être pour qu'il soit plus humain). Cet ouvrage souscrit entièrement à ces quatre fonctions, ainsi qu'à la définition proposée par l'université de Princeton.

1. <https://www.princeton.edu/politics/fields/political-theory/>

La théorie politique peut se pratiquer de différentes manières. L'histoire aura tendance à privilégier un travail approfondi d'archive ; la sociologie mettra l'accent sur les enquêtes de terrain, comme les sciences politiques, avec une tendance à focaliser respectivement les mouvements sociaux et les partis politiques. Notre approche est d'abord philosophique, au sens où elle s'intéresse en premier lieu à l'élucidation d'une situation [CAS 75 : p. 60]. Assurément la philosophie n'est pas propriétaire de cette activité, qu'elle ne pratique d'ailleurs pas toujours de manière très assidue, préférant souvent l'histoire des idées. L'analyse secondaire [DAL 93] en sociologie ou l'histoire sociale des idées politiques en sciences politiques sont des démarches relativement proches, étant à la fois exigeantes sur le plan des concepts et soucieuses du caractère socialement ancré des idées, se situant donc à la croisée du terrain et de l'analyse. La justification épistémologique principale est que les idées étudiées n'existent pas sans le contexte d'action dans lequel elles opèrent. Cette observation qui semble banale a de multiples implications telles que la prise en compte du positionnement des idées dans un langage et donc un système saussurien de significations ; la fonction performative d'idées qui cherchent à obtenir des effets pratiques contre d'autres idées, auxquelles elles s'opposent ; leur irréductibilité à une suite de grands auteurs qui auraient été consacrés par la tradition académique ; ou encore le fait que les idées « s'inventent » aussi des précurseurs et des traditions, comme l'ont observé Hobsbawm et Ranger [HOB 12]². Walter Bryce Gallie notait également que les concepts politiques sont essentiellement contestés [GAL 56]³ au sens où ils se définissent toujours en s'opposant, sans qu'il soit possible de parvenir à une signification sur laquelle toutes les parties s'accorderaient, mais sans qu'il en résulte non plus cette incommensurabilité radicale que semblait acter Jean Leca. Plus récemment, Michel Dobry soulignait l'importance de prendre les idées dans un contexte d'action [DOB 03]. Dans cette perspective, la division académique du travail peut être contre-productive, si elle est érigée en impératif catégorique. Car si un courant politique n'émerge pas dans le vide, s'il se pose en s'opposant, si son processus d'individualisation ne peut être que dialectique, issu d'une confrontation souvent rugueuse voire ouvertement conflictuelle avec son extérieur, alors la démarche ne peut être que de rendre compte de cet Autre en regard duquel il se situe, ce qui suppose d'avoir recours à des ressources pluri-disciplinaires et même transdisciplinaires, si nécessaire.

Se sachant traduit en anglais, cet ouvrage choisit la somme d'Andrew Dobson comme point de départ et de référence, puisqu'il constitue un repère connu dans le domaine de la théorie politique, que ce soit dans le monde francophone ou anglophone. Les

2. Ces repères épistémologiques ont été dégagés par Thibaut Rioufreyt et Arnaud Skornicki dans un groupe de travail de l'Association française de science politique consacré à l'histoire sociale des idées politiques. <http://hisopo.hypotheses.org/>

3. Voir également le numéro 122 de la revue *Philosophie*, été 2014.

méthodes sont cohérentes, à peu de chose près. Dobson explique en effet que sa démarche consiste à saisir la structure intrinsèque des idéologies définies par Eatwell et Wright comme « des principes-clés, mythes, contradictions, tensions et même moralité et vérité »⁴. Les idéologies sont historiques, ancrées et situées ; elles présentent une cohérence qui permet de les distinguer les unes des autres. L'interdisciplinarité est présente (sociologie, philosophie, etc.), ce qui génère certaines hétérogénéités dans l'ouvrage de Dobson : les données sociologiques voisinent avec une éthique environnementale dont les analyses sont extrêmement décontextualisées. Mais l'ensemble se complète et s'articule, pour le bonheur du lecteur. Les sources transdisciplinaires sont également là : l'auteur cite souvent Jonathon Porritt qui fut longtemps un dirigeant des Amis de la Terre EWNl (England, Wales and Northern Ireland) et un membre du Green Party. Nous emprunterons aussi à des acteurs de terrain tels que des militants des Amis de la Terre France ainsi qu'aux auteurs mobilisés par l'écologisme et encore peu consacrés, que nous contribuons à faire connaître. C'est d'ailleurs une première différence à signaler avec Dobson : alors que le débat académique français s'est souvent focalisé sur des auteurs anglo-saxons (tels qu'Aldo Leopold ou Arne Naess), l'écologisme hexagonal a produit de nombreux auteurs de qualité qui ont été marginalisés, et continuent de l'être, même s'ils étaient parfois très connus ailleurs (ainsi Jacques Ellul aux États-Unis) et si des travaux récents tendent à les redécouvrir (par exemple [CHA 14]). À l'inverse, Dobson ne mobilise guère de références qui pourraient s'ajouter au corpus académique. Dans ce livre ce sont approximativement 500 ouvrages d'écologistes et autant de chercheurs travaillant sur le sujet que nous mobilisons, sans tous les citer, car ce serait fastidieux.

Ce travail ne s'inscrit pas dans une perspective proprement comparatiste, puisque notre ambition est d'une part de prolonger les points peu développés chez Dobson et d'autre part de faire connaître l'écologisme français. Nous ne procéderons pas à une confrontation minutieuse des contextes. Le point de départ est le suivant : nous constatons que ce que l'auteur anglais appelle écologisme ou théorie politique verte à partir du contexte qui est le sien recoupe assez étroitement l'idéologie politique qui porte le même nom de l'autre côté du *channel*, et nous nous concentrons sur un aspect peu creusé : la confrontation avec les autres grandes idées politiques. C'est également une différence de méthode : assez classiquement, du fait de la division du travail, Dobson construit *d'abord* l'écologisme qu'il confronte *ensuite* à d'autres idées politiques, alors que nous construisons l'écologisme *au travers* de cette confrontation. Qu'une idéologie politique soit essentiellement contestée est la raison pour laquelle un courant politique peut être caractérisé par des « sites de controverse » principaux tels que la *valeur intrinsèque de la nature* ou la *modernité* en ce qui concerne l'écologisme. Ces

4. « *Key tenets, myths, contradictions, tensions, even [their] morality and truth* » [DOB 00 : p. 4] citant [EAT 93 : p. 1]. Notre traduction.

sites sont datés, ils peuvent évoluer, étant historiques ; c'est également le cas des acteurs et des auteurs aussi, ainsi Dominique Bourg était-il initialement très hostile à l'écologisme (par exemple [BOU 96a et BOU 96b]) et évolue dans les années 2000 vers des positions inverses, franchement militantes (par exemple [BOU 16 et BOU 17]). Les sites de controverses identifient des lignes de fracture et d'opposition, plus ou moins importantes et plus ou moins frontales. Aucune méthode n'est sans revers : celle-ci tend à homogénéiser ce qui se présente empiriquement comme divers. Les chercheurs exigeant une granularité élevée seront donc incommodés par le degré de généralité de cette étude ; nous les invitons à la considérer comme complémentaire de travaux plus resserrés, qui présentent la limite opposée de ne pas proposer de perspective générale.

À quelles idées politiques confronter l'écologisme ? Dobson a choisi le libéralisme, le socialisme, le conservatisme et le féminisme. Nous nous en tiendrons aux trois premières, que les conservateurs et les marxistes s'accordent pour faire les trois idéologies principales de notre temps, que l'on peut qualifier de « modernité » ; ainsi par exemple Robert Nisbet [NIS 84] et Étienne Balibar [BAL 92] ou encore Immanuel Wallerstein [WAL 92]. À notre sens le féminisme pose une question analogue à l'écologisme : celle de son incomplétude, en tant qu'il laisse de nombreuses questions de côté. Le socialisme a également cette tendance-là, nous le verrons : en privilégiant une oppression parmi d'autres, il présente deux faces, l'une « syndicale », sectorielle et limitée, centrée sur le combat principal, et une autre qui vise un élargissement jusqu'au projet de société, en important des questions plus éloignées et susceptibles de diviser les militants. La question de savoir si les idéologies politiques sont toujours dominées par un conflit central sera toutefois laissée de côté.

Dobson a proposé une première confrontation ; c'est un travail tardif dans son œuvre. Ce travail occupera l'essentiel de notre temps. Nous ne nous attardons pas sur les points communs, nous nous contentons de les signaler ; par exemple le fait que l'écologisme soit une critique de la croissance, dans les deux pays, et que les solutions mises en avant sont très proches (agriculture biologique, la décentralisation, le revenu de base et la critique du travail, le régionalisme ou encore la relocalisation de l'économie) ; la différenciation entre environnementalisme et écologisme (le premier n'est pas une idéologie politique, parce qu'il ne cherche pas à proposer de programme de gouvernement ni de société alternative : c'est un « syndicalisme ») ; la place congrue de l'écologisme dans la recherche en théorie politique contemporaine (les manuels français ne mentionnent que rarement ce courant et la situation semble être similaire dans le monde anglophone [GOO 01]). Des divergences existent, telles que la centralité du nucléaire dans le cas de la France ou l'importance de la souffrance animale et du biorégionalisme au Royaume-Uni ; elles indiquent des différences de sensibilité entre les écologismes, ainsi que des écarts de contexte ou d'histoire ; mais la proximité élevée des programmes suggère qu'elles viennent plus des variations dans la structure

d'opportunités politiques locale que des différences doctrinales fortes, ce que confirme par exemple Simon Persico [PER 14]. Un travail de comparaison détaillé a été mené par Florence Faucher [FAU 97, FAU 99] ; il montre que les différences principales tiennent au contexte plus qu'au corps de doctrine.

Sans être comparatiste le fait d'écrire pour un contexte non français implique cependant de rendre lisibles les spécificités nationales. La France se distingue notamment par l'importance accordée à la Révolution française dans les affrontements entre idées politiques, une solide tradition socialiste et communiste, l'absence de parti conservateur déclaré, une histoire coloniale et impériale importante mais spécifique, une dimension républicaine et jacobine marquée, l'absence de monarchie constitutionnelle ou de Commonwealth (la « Francophonie » est bien moins structurée), un rapport très différent à la laïcité et au pluralisme culturel (éloigné du « communautarisme » anglo-saxon) et une forme particulière de rapport de l'État à l'économie ou encore aux régionalismes. L'analyse de Dobson est relativement peu sensible au contexte britannique : les auteurs mobilisés pour le libéralisme sont principalement Marcel Wissenburg [WIS 98], néerlandais, et Mark Sagoff [SAG 88], citoyen des États-Unis ; le socialisme invoqué est assez théorique ; du côté du conservatisme l'auteur principal, Edmund Burke, est également mobilisé dans le cas de la France [BUR 19]. Nous pensons pouvoir montrer qu'une prise en compte plus fine du contexte explique un peu mieux les grandes controverses entre idéologies, et facilite leur compréhension. Ce volume peut donc se lire de deux manières : comme une introduction à l'écologisme français ou comme une contribution à la théorie politique verte, complémentaire à celle de Dobson. De manière plus secondaire, nous dialoguerons aussi avec Kerry Whiteside qui s'inscrit également en théorie politique [WHI 02 : p. 6] et a cherché à saisir les spécificités de l'écologisme français, à partir du contexte étasunien. Les références mobilisées par Whiteside le seront également ici.

Outre le travail d'étude des arguments qui occupera la majeure partie de l'ouvrage nous avons voulu mener une discussion épistémologique sur le statut de la nature et les difficultés de l'interdisciplinarité dans les études sur l'écologisme et plus généralement dans les rapports entre les êtres humains et la nature. Dobson commence son ouvrage par évoquer les changements climatiques ou la déforestation [DOB 00 : p. 1] comme si ces problèmes allaient de soi mais il ne dit rien du statut de ces objets en théorie politique ; or c'est l'un des points qui a été le plus débattu dans le monde académique français jusque dans les années 2000, interrogeant jusqu'à la compétence du travailleur scientifique : une attitude longtemps courante consistait par exemple à affirmer que la neutralité axiologique exigeait de ne pas « croire » au changement climatique, au motif que c'était l'une des « valeurs » militantes de l'écologisme. Dans le même temps, cette exigence constructiviste durkheimienne de n'expliquer le social que par le social [DUR 60 : chap. 5] était perçue du côté des sciences de la nature comme conduisant

soit à un inacceptable relativisme, incapable de discerner le vrai du faux, soit à un refus de savoir, à de l'ignorance volontaire, c'est-à-dire à une attitude non scientifique. Car de leur côté les sciences de la nature prétendent à la scientificité, tout autant que les sciences humaines et sociales. Le problème se pose de savoir comment articuler les savoirs entre eux. La solution la plus courante en sciences sociales a été de passer par la sociologie des sciences de la nature (Latour, notamment [LAT 05, LAT 91, LAT 99]). Mais le problème n'en était que déplacé : le relativisme se trouvait reporté chez les scientifiques, qui devenaient des « constructeurs » de faits, ce qui mit nombre d'entre eux en rage, car cela revenait à leur ôter toute scientificité, un peu comme si l'on affirmait que le capital symbolique était une invention de Pierre Bourdieu, n'ayant pas de contrepartie « réelle ». De plus la démarche éloignait de l'objet à étudier : le rapport des écologistes à la nature, et non pas celui des scientifiques. En pratique la solution adoptée a souvent été extrêmement simple : constituer des communautés épistémiques distinctes. Ceux qui accordaient du crédit au changement climatique se sont séparés de ceux qui en doutaient, et chacun est parti sur des hypothèses de travail distinctes. La difficulté vient en partie d'une volonté de marginaliser la question écologique, mais pas seulement ; elle tient aussi à l'exigence d'interdisciplinarité et de transdisciplinarité. Aujourd'hui les difficultés se sont atténuées, sans pour autant se résorber.

L'ouvrage est organisé en deux grandes parties. La première pose le cadre général : rappels sur la science écologique et ses concepts principaux ; rappels également sur ce que nous apprennent les sciences écologiques au sens large du métabolisme des deux contextes principaux qui retiennent notre attention : France et Royaume-Uni, dans une perspective planétaire puisque tel est le référentiel écologique le plus général ; exposé des trois principales positions qui existent dans le cas de la France face à la question écologique (la dématérialisation, « l'autre développement » et la décroissance), là où Dobson n'en retient que deux (vert « clair » et vert « foncé »), pour se concentrer sur le second ; examen des enjeux de l'articulation des sciences humaines et sociales et des sciences de la nature ; mise en évidence de la question de l'expertise c'est-à-dire des sciences en société ; et enfin histoire ordinaire de l'écologisme français, des savants « lanceurs d'alerte » à ce qui a plus tard été appelé l'altermondialisme. Ces éléments restent encore assez neutres sur le plan des grandes idées politiques : nous ne savons pas encore réellement quoi penser à ce stade de notre objet d'étude. La seconde grande partie cherche donc à extraire l'écologisme au travers de la confrontation successivement avec le libéralisme, le socialisme et le conservatisme, ce qui nous conduit à revenir sur chacune de ces trois idées politiques, sous l'angle des questions posées par le nouveau venu, qui apparaît dans les années 1960 et 1970. Nous choisissons des auteurs-pivots tels que Luc Ferry qui a écrit à la fois sur le libéralisme et sur l'écologisme ; nous sélectionnons aussi les enjeux pour leur persistance et la régularité avec laquelle ils se manifestent dans l'activité politique concrète, par exemple la sempiternelle

accusation faite aux écologistes de vouloir « revenir à l'âge de pierre » ou de la bougie. Le caractère sériel et répétitif des conflits indique des lignes de force idéologiques.

Ainsi, face à l'écologisme, le libéralisme se révèle d'abord incrédule, soucieux de ne pas accorder à la nature un statut autre qu'instrumental, ce qui le conduit à s'opposer assez fortement à ce repère cardinal d'une « valeur intrinsèque de la nature », qui se traduit notamment dans l'idée d'accorder des « droits » à la nature. Pour le libéralisme, l'écologisme refuse le prométhéisme moderne et réactive des idées conservatrices qui cherchent à ancrer l'ordre politique dans un état naturel immuable, alors que ces thèses ont été défaits en 1789 au profit d'un ordre moderne, c'est-à-dire mobile et construit, rien n'échappant au domaine de la volonté. La critique relève partiellement du débat de sourds et de l'incompréhension (volontaire ou non) puisque l'écologisme s'appuyant sur la science écologique n'entend pas « renoncer » à cette « conquête », bien qu'il mette souvent en doute le monopole dont la modernité disposerait à ce sujet. L'écologisme affirme plutôt que le libéralisme est beaucoup moins ouvert et tolérant que ne le prétend Wissenburg, qui veut croire que la diversité des « plans de vie » individuels doit seulement être neutre par rapport à une théorie du bien, comme si tous étaient en égale capacité de les mener, et qu'aucun d'entre eux n'avait de conséquence néfaste pour autrui. L'écologisme n'aurait qu'à renoncer à son « holisme » pour être accepté. Pour l'écologisme, le libéralisme refuse avant tout de reconnaître que les plans de vie des plus aisés pèsent lourdement sur autrui et sur la nature. Il contraint le plus grand nombre à travailler plus et à consommer plus, sous peine d'exclusion sociale. Il est habité non d'un examen rationnel des causes et des conséquences mais d'une foi dans les pouvoirs de la technologie. Par ce renvoi systématique des choix individuels au cadre général de l'action les écologistes paraissent réactiver la « liberté des Anciens » et l'enjeu de la vertu. Ce n'est que partiellement le cas. D'abord, le libéralisme lui-même n'est pas si moderne qu'il le prétend : il s'avère porteur d'une éthique utilitariste et d'une conception productiviste du bien qui s'impose comme si elle procédait de la nature humaine, ainsi que l'affirme explicitement Ferry. Ensuite si les petites communautés et le gouvernement direct sont souvent revendiqués, côté écologiste, cette aspiration ne s'accompagne jamais de ce refus de l'économie et de la transformation de la nature que Catherine et Raphaël Larrère attribuent aux Grecs [LAR 97b : p. 175]. Enfin, si la référence au Tout est assumée, c'est de manière pragmatique, prenant acte de l'interdépendance mise à jour par l'insertion de l'humanité dans la « toile de la vie ».

Cette propension du libéralisme à refuser en pratique les droits qu'il défend formellement n'étonne pas le socialisme, qui a fait ce constat depuis longtemps. Pour autant, l'écologisme interroge et n'est pas accueilli avec ferveur. Le mouvement se distingue des luttes ouvrières, a son propre agenda, et paraît gauchiste ou petit-bourgeois, du fait de sa composition et de ses prises de position. Le socialisme nie l'importance des enjeux et a foi dans la technologie, comme le libéralisme. Quand la dégradation de

la nature est reconnue, la solution toute trouvée est de remplacer les rapports sociaux capitalistes par « de nouveaux » rapports, comme le dit Pascal Acot [ACO 88 : p. 240]. L'écologie apparaît alors comme un « front secondaire » et doit se ranger derrière les forces anticapitalistes. Mais quels sont ces « nouveaux » rapports, demandent les écologistes ? Et comment les mettre en place ? Qui les portera ? Ces questions intéressent d'autant plus que les programmes socialistes rompent souvent assez peu avec leurs homologues libéraux sur le plan écologique, ce qui les conduit en pratique à être souvent aussi productivistes qu'eux. Et le fait est persistant. Il se traduit notamment par des critiques à l'endroit de l'écologisme qui sont similaires à celles déployées par les libéraux : critique de l'idée de droits de la nature, méfiance envers tout respect de la nature, confiance dans les pouvoirs de la technologie. Le socialisme semble pourtant en contradiction avec ses propres postulats : comment assurer l'émancipation de tous si quelques générations consomment tout ? Au nom de quoi les autres espèces devraient-elles être détruites ? Le socialisme ne répond pas clairement à ces questions, il semble maintenir un agenda immuable. Quelle est la cause de cette difficulté ? Pour essayer d'expliquer ce fait, nous revenons la typologie proposée par Marx et souvent reprise ailleurs pour classer les socialismes en quatre familles. Ceci nous amène à souligner le caractère structurant d'une forme et d'un lieu particulier d'oppression, dans cette idéologie politique : l'exploitation du travail. Cette observation conduit à réévaluer le rôle de l'environnementalisme, dans la mesure où il est souvent opposé à l'écologisme : ne s'apparente-t-il pas à un enjeu sectoriel similaire au syndicalisme de la feuille de paie qui pour ne pas revendiquer de perspective de transformation sociale plus large n'en joue pas moins un rôle structurant dans les orientations politiques de l'idéologie qui se construit à partir de lui ? Ce qui apparaît clairement dans ce cas est que ce qui manque au socialisme, en matière d'écologie, c'est d'une base sociale. Ce constat appelle aussitôt un second car l'écologisme manque lui aussi d'une base de lutte concrète dès lors que des questions « sociales » classiques sont en jeu. Nous retrouvons là l'une des leçons de base du marxisme, que les marxistes oublient pourtant quand ils reprennent la thèse du « front secondaire », puisque celle-ci présuppose, en dépit des faits observables, que la base ouvrière suffirait à défendre la planète. Les difficultés de concilier écologisme et socialisme ouvrent sur une situation de pluralisme des mouvements sociaux ; la difficulté est alors de déterminer ce que devient l'émancipation dans un tel contexte. La tâche ne se limite pas à composer un programme ajoutant les revendications des uns à celles des autres, car les mouvements sociaux ont leurs répertoires, leur vision du passé, de l'avenir, leurs traditions, leur cosmologie, qui ne sont pas forcément compatibles entre eux : c'est tout un monde, ou un paradigme, qui est impliqué par un courant politique, comme le montre aussi la diversité des problématiques abordées dans le *Manuel de sociologie de l'environnement* [BAR 12]. Ainsi le socialisme ne se contente pas de défendre les droits des travailleurs : il a tendance à voir dans la production le résultat du progrès humain.

La troisième et dernière partie aborde le conservatisme, une idée politique présente sous d'autres noms dans le cas de la France, tels que « la droite ». Un débat typologique existe également sur la structure de ce conservatisme ; la distinction entre un conservatisme libéral et un conservatisme illibéral fait sens à partir du moment où des courants existent qui semblent proches de l'écologie : critique de la modernité, des Lumières, du progrès ou encore de la technologie. Des auteurs comme Jean Jacob [JAC 94, JAC 99, JAC 00, JAC 06] ont fait leur carrière en soulignant ce fait. Stéphane François explique que le refus du prométhéisme moderne est la pierre de touche qui permet de distinguer l'écologie progressiste de celui qui est conservateur [FRA 00]. C'est une conclusion un peu rapide, qui sanctifie excessivement la modernité. Un courant existe en effet qui est minoritaire et se situerait plutôt au centre ; il est à distinguer soigneusement de la grande majorité qui se situe du côté de l'émancipation tout en critiquant la modernité, les Lumières, le progrès ou encore la technologie. La pratique de l'amalgame est malheureusement fréquente : à partir de ressemblances, les différences sont occultées et l'on conclut trop vite à l'identité. Pourtant les critiques de la modernité, des Lumières, du progrès ou encore de la technologie sont anciennes, du côté de l'émancipation, et elles n'ont pas seulement l'écologie pour fondement. Quand Horkheimer critique la raison, par exemple, il s'en prend à des caractéristiques communes au libéralisme et au socialisme, et paraît donc antimoderne, puisque suivant leur propre point de vue ces deux idéologies incarnent la modernité. En ce sens, Horkheimer participe d'un « ni droite ni gauche » que certains spécialistes considèrent comme caractéristique du fascisme ou de la droite « légitimiste », fidèle à l'Ancien Régime. Ce n'est évidemment pas le positionnement réel de Horkheimer. Ce n'est pas non plus pour mettre en place un ordre conservateur que la grande majorité des écologistes réévaluent les sociétés dites primitives ou les sociétés postcoloniales : c'est pour prendre en compte des formes d'émancipation délaissées par la modernité. Le régime de Vichy fut planiste et pour autant personne ne le confond avec la planification écologique appelée de ses vœux par le candidat Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012 et de 2017.

La conclusion générale revient sur le mouvement d'ensemble. Ce qui se dégage est que le libéralisme et le socialisme offrent tous deux certaines marges de manœuvre à l'écologie, ce qui explique les jeux d'alliance que chacun peut constater ; mais elles demeurent étroites, à ce jour, raison pour laquelle l'écologie demeure minoritaire et faible. Le frein principal côté socialiste est la base sociale, ce qui souligne à nouveau la nécessité de penser une situation de pluralisme des mouvements sociaux et de situations de lutte, dont prennent acte par exemple des analyses telles que celles de Chantal Mouffe et d'Ernesto Laclau, sur le plan de la théorie politique. Chaque lutte possède ses singularités et ses caractéristiques concrètes, nourries d'un savoir spécifique, qui peuvent être ignorées des autres, volontairement ou non, car elles peuvent aussi être difficiles à percevoir ou hors de portée politique concrète. Du côté libéral le frein

vient de la dimension conservatrice de ce courant, à la fois d'affirmation sous-jacente de la puissance, notamment nationale, et le respect de règles du jeu présentées comme neutres et qui incarnent en réalité une forme de tradition. Ces caractéristiques du conservatisme rendent un écologisme conservateur très difficile, du fait des contradictions. Le national-populisme du Front national n'a guère de chances de devenir écologiste, de ce point de vue-là ; la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist non plus, dans la mesure où leur motivation véritable, par-delà leur stratégie de conquête des masses et d'usage opportuniste des arguments, est d'assurer l'unité française ou européenne contre tout ce qui peut les menacer, en particulier l'islam. De là, les deux positions principales de l'écologisme sur l'échiquier politique français : le centre, qui tente d'influencer les libéraux, ou de rassembler, comme Antoine Waechter dans les années 1990, et la gauche du Parti socialiste, qui cherche à proposer une synthèse « écosocialiste ». À ce sujet notons la pénétration très forte des idées écologistes du côté de Jean-Luc Mélenchon (France insoumise, organisation née en 2016 et ayant acquis une situation d'hégémonie à la gauche du PS) comme de Benoît Hamon (candidat PS officiel mais lâché par le parti), bien que le premier promette également le retour de la croissance et que le second affiche une très grande foi dans la robotique. La conclusion est celle du titre du livre, et rejoint les mises en garde continues de la part des écologistes : ne pas prendre en charge les enjeux écologiques, c'est hypothéquer la liberté et l'émancipation. L'écologie autoritaire (également appelé « écofascisme ») qui pourrait émerger de catastrophes écologiques n'en sera pas un à proprement parler puisque les conservateurs prennent le parti du combat et non celui de la nature, à l'image des deux duellistes du tableau de Goya en couverture du *Contrat naturel* de Michel Serres (paru en 1990) [SER 99], qui s'enfoncent dans les sables mouvants plutôt que de se tendre la main. Cette conclusion confirme largement celle de Dobson, ce qui permet de généraliser partiellement aux pays industrialisés. La question de l'écologie autoritaire réduit un peu la différence souvent faite entre l'écologie dit « du Sud » ou « des pauvres », caractérisé par une menace directe et immédiate sur les modes de vie, et l'écologie « du Nord » qui s'attaque à des questions plus lointaines et moins perceptibles [GUH 97 ; TAL 14], dans la mesure où d'autres menaces plus immédiates existent sur les libertés. Elle souligne également que l'issue d'une situation de crise (ou « état d'exception ») n'est pas écrite d'avance. C'est aussi ce que montre l'histoire, notamment l'histoire récente, avec l'exemple de Podemos en Espagne, ou encore les études portant sur l'effondrement des civilisations [TAI 13].